

D'où le paradoxe qui entoure les approches privilégiées à l'heure actuelle. Celles-ci partent très souvent de la reconnaissance qu'il existe effectivement des dimensions politiques aux situations de crises actuelles, mais proposent de les gérer de l'extérieur, à partir de réformes qui se présentent comme techniques.

2. Qu'est-ce que les 15 dernières années d'ajustement nous ont appris concernant le rôle de l'État et les conditions politiques d'une relance économique?

Dans leur tentative de procéder à un rééquilibrage financier, les programmes d'ajustement ont véhiculé une notion implicite du rôle de l'État et du secteur public.

- Quelle était cette notion?
- Quelles interrogations ou problèmes est-ce que cela pose?
- Quelles sont les pistes utiles de renouvellement de la réflexion et éventuellement des stratégies?
- Et surtout, qui doit reconceptualiser l'État en Afrique?

Un des grands paradoxes de l'expérience de l'ajustement structurel en Afrique dans les années 80, est le fait que l'État est devenu le principal objet de critique de la Banque Mondiale et du FMI en Afrique aussi bien que le principal véhicule pour mettre en place les politiques de redressement.

Quelle était la notion du rôle de l'État véhiculée par la Banque Mondiale et le FMI? Sans rentrer dans les détails, il s'agit d'une vision très réductionniste des rôles multiples et changeants des interventions étatiques dans l'économie, dont la nature et le degré différent avec le temps, entre pays, et que les politiques d'ajustement affectent de façon très diverse.

Les rôles économiques d'un État sont en fait multiples.

L'État influence, oriente, médiatise, produit, planifie, etc.